

Chambre des Représentants

SESSION 1981-1982

30 JUIN 1982

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative à la situation au Liban

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES (1)

PAR M. VAN WAMBEKE

MESDAMES, MESSIEURS,

La nouvelle invasion du Liban par les troupes israéliennes, qui a fait 10 000 victimes, a suscité une vive indignation dans de nombreux milieux.

C'est pourquoi Mme Demeester-De Meyer a déposé, avec des membres de différents groupes, la présente proposition de résolution qui doit permettre à la Chambre, selon les principes énoncés dans la déclaration faite en juin 1980 lors du Conseil européen de Venise, de dénoncer cette violation du droit international.

Il est plus que jamais nécessaire d'appuyer la solution proposée par les pays européens pour résoudre le conflit du Moyen-Orient.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Grootjans.

A. — Membres : Mme Demeester-De Meyer, MM. Desmarests, Peeters, Mme Smet, MM. Steverlynck, Thys, Van Wambeke. — MM. Biefnot, A. Cools, Dejardin, Ramaekers, Simonet, Van Elewyck, Vanvelthoven. — M. Bril, Cornet d'Elzius, De Winter, Grootjans, Militis, Petitjean. — MM. Baert, Van Grembergen. — M. Outers.

B. — Suppléants : MM. Bockstal, Bourgeois, d'Alcantara, Desutter, Dhoore, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, Swaelen. — MM. Burgeon, W. Claes, Coëme, M. Colla, Denison, Sleeckx, Urbain, Vanderheyden. — MM. Denys, Ducarme, Mundeleer, Pans, Poswick, Srockeels, Van Belle. — MM. Caudron, Kuijpers, Meyntjens. — MM. Risopoulos, Mme Spaak.

Voir :

340 (1981-1982) :

- No 1: Proposition de résolution.
- Nos 2 et 3: Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1981-1982

30 JUNI 1982

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

met betrekking tot de situatie in Libanon

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER VAN WAMBEKE

DAMES EN HEREN,

De nieuwe inval van de Israëlische troepen in Libanon, waarbij 10 000 slachtoffers zijn gevallen, heeft in ruime kringen grote verontwaardiging verwekt.

Mevr. Demeester-De Meyer heeft dan ook, met leden van verschillende fracties, het onderhavige voorstel ingediend, dat de Kamer moet toelaten, conform de verklaring van de Europese Raad te Venetië in juni 1980, deze schending van het internationaal recht aan te klagen.

Het is meer dan ooit nodig de in Europees verband voorgestelde oplossing voor het conflict in het Midden-Oosten te steunen.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Grootjans.

A. — Leden : Mevr. Demeester-De Meyer, de heren Desmarests, Peeters, Mme Smet, de heren Steverlynck, Thys, Van Wambeke. — de heren Biefnot, A. Cools, Dejardin, Ramaekers, Simonet, Van Elewyck, Vanvelthoven. — de heren Bril, Cornet d'Elzius, De Winter, Grootjans, Militis, Petitjean. — de heren Baert, Van Grembergen. — de heer Outers.

B. — Plaatsvervangers : de heren Bockstal, Bourgeois, d'Alcantara, Desutter, Dhoore, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, Swaelen. — de heren Burgeon, W. Claes, Coëme, M. Colla, Denison, Sleeckx, Urbain, Vanderheyden. — de heren Denys, Ducarme, Mundeleer, Pans, Poswick, Srockeels, Van Belle. — de heren Caudron, Kuijpers, Meyntjens. — de heer Risopoulos, Mevr. Spaak.

Zie :

340 (1981-1982) :

- Nr 1: Voorstel van resolutie.
- Nr 2 en 3: Amendementen.

L'auteur de la proposition rappelle que, lors d'un voyage d'études qu'elle a fait il y a quelques années en Jordanie, en Syrie et au Liban, elle a pu, ainsi que d'autres parlementaires belges, constater les conditions incompatibles avec la dignité humaine qui règnent dans les camps de réfugiés palestiniens, notamment dans ceux de Beyrouth, de Nabatié, de Damour et de Tyr.

Elle a eu, à cette occasion, plusieurs entretiens avec le chef de l'O. L. P., Yasser Arafat, ainsi qu'avec des responsables syriens et jordaniens. Auparavant, elle avait eu l'occasion de séjourner longtemps en Israël, où elle a appris à connaître le dynamisme du peuple palestinien.

On ne peut examiner le problème du Moyen-Orient sans tenir compte de la spécificité de chaque peuple.

Mme Demeester-De Meyer désire également commenter l'attitude de la Belgique, de l'Europe et des Etats-Unis à l'égard de la crise du Moyen-Orient.

Il convient de remarquer tout d'abord que l'objet de la présente résolution se limite à l'invasion israélienne.

L'attitude de la Belgique

— La demande de retrait des forces israéliennes peut être qualifiée de modérée.

— L'embargo sur les livraisons d'armes, décrété à l'égard d'Israël cadre tout à fait avec la position traditionnelle de la Belgique qui consiste à ne pas livrer d'armes à des pays qui sont en état de guerre ni aux parties engagées dans un conflit armé.

— Des sanctions économiques ne devraient-elles pas être prises au niveau européen ?

— Il faut insister pour une solution politique du problème palestinien.

* * *

On peut se demander si l'attitude modérée que l'O. L. P. et plus spécialement Yasser Arafat ont adoptée récemment (entre autres le fait que ce dernier n'a pas rejeté radicalement le plan de paix élaboré par le roi Fahd d'Arabie saoudite) n'a pas renforcé l'agressivité d'Israël.

L'attitude des dix Etats membres européens

— Lors de la crise des Malouines, les Dix n'ont pas tardé à se ranger du côté de la Grande-Bretagne, parce qu'il y avait eu violation du droit international. Est-ce pour cette raison que des sanctions économiques ont été prises vis-à-vis de l'Argentine ? Au Liban, nous avons assisté non seulement à une agression, mais également à une violation du droit international.

Pourquoi n'adoptons-nous pas une attitude analogue ?

— A l'Europe, qui voulait seulement quelques garanties, Israël a demandé de ne pas se mêler du conflit.

— Envisage-t-on de décréter des sanctions à l'égard de l'agresseur ? Le Ministre britannique des Affaires étrangères a déclaré que la Communauté pourrait décréter un embargo sur les armes, tandis que son homonyme belge prétend qu'il n'en a pas été question.

Il est toutefois vrai que la Communauté a refusé de signer le deuxième protocole financier avec Israël.

* * *

Israël prétend que son action est basée sur l'*« auto-défense »*. On peut se demander si, pour défendre la Galilée, il est bien nécessaire d'occuper la moitié du territoire libanais.

D'autre part, l'auteur du rapport rappelle que, avec d'autres Belges, il a pu constater les conditions incompatibles avec la dignité humaine qui règnent dans les camps de réfugiés palestiniens, notamment dans ceux de Beyrouth, de Nabatié, de Damour et de Tyr.

Zij voerde toen gesprekken zowel met PLO-leider Arafat als met Syrische en Jordaanse verantwoordelijken. Vroeger heeft zij ook gelegenheid gehad een lange tijd te verblijven in Israël, waar zij het dynamisme van het Israëlsche volk heeft leren kennen.

Bij de besprekking van het probleem in het Midden-Oosten is het noodzakelijk rekening te houden met de eigenheid van ieder volk.

Mevr. Demeester-De Meyer verstrekt vervolgens enige commentaar bij de Belgische, Europese en Amerikaanse houding t.a.v. het Midden-Oosten.

Vooraf dient opgemerkt dat de inhoud van de resolutie zich beperkt tot de Israëlsche inval.

De houding van België

— De eis tot terugtrekking van Israël is gemaatigd te noemen.

— Het wapenembargo uitgevaardigd t.a.v. Israël kadert volkomen met de traditionele Belgische houding geen wapens te leveren aan landen in oorlog en aan de partijen die deelnemen aan gewapende conflicten.

— Zouden er in Europees verband geen economische sancties moeten getroffen worden ?

— Er moet aangedrongen worden op een politieke oplossing voor de Palestijnse kwestie.

* * *

De vraag rijst of de recente gemaatigde houding van de P. L. O. en meer bepaald van Yasser Arafat (o.m. zijn niet-radikaal afwijzen van het Fahd-vredesplan) geen aanleiding is geweest tot grotere agressiviteit vanwege Israël.

De houding van de Tien Europese lidstaten

— In de Falklandcrisis hebben de Tien zich snel achter Groot-Brittannië geschaard omdat het internationaal recht was geschonden. Werden daarom economische sancties tegen Argentinië getroffen ? In Libanon is er niet alleen een agressie, maar ook een schending van het internationaal recht.

Waarom is hier geen gelijkaardige houding aangenomen ?

— Israël heeft Europa aangemaand zich met het conflict niet te bemoeien, al werden er van Europese zijde maar enkele garanties gevraagd.

— Worden sancties overwogen t.a.v. de agressor ? De Britse Minister van Buitenlandse Zaken heeft verklaard dat de Gemeenschap een wapenembargo zou kunnen uitvaardigen, terwijl zijn Belgische collega beweert dat zulks niet werd besproken.

Weliswaar heeft de Gemeenschap geweigerd het tweede financieel protocol met Israël te ondertekenen.

* * *

Israël beweert dat zijn actie zou stoelen op « zelfverdediging ». Vraag is, of om Galilea te verdedigen, de helft van het Libanese grondgebied moet worden ingenomen.

L'O. L. P. est trop souvent décrite par Israël comme étant une organisation terroriste, alors que les milices chrétiennes du Liban, qui entreprennent des actions similaires, sont entraînées par les Israéliens.

Au nord de Beyrouth, tout est calme, tandis qu'à quelques kilomètres de là — contraste frappant — les morts tombent par milliers.

Toute violence doit être condamnée et une solution n'est possible au Moyen-Orient que par la voie de négociations entre parties concernées.

L'attitude des Etat-Unis

— L'attitude que les Etats-Unis ont eue à l'égard des Malouines diffère nettement de leur attitude face à l'invasion du territoire libanais. En ce qui concerne les Malouines, après quelques tentatives de médiation, ils ont explicitement pris parti pour la Grande-Bretagne et ils ont condamné la violation du droit international.

— Quant à l'invasion du Liban, ce n'est qu'après des pourparlers avec le Premier ministre Begin que le Ministre de la Défense Weinberger a dénoncé l'attaque israélienne. En fait, le Président des Etats-Unis n'a pas encore défini l'attitude américaine, mais on doute qu'elle soit aussi dure que celle qu'il avait adoptée lors du conflit des Malouines.

— Nous ne pouvons pas admettre que les Etats-Unis considèrent les événements auxquels on assiste au Liban (violation du droit international, milliers de morts etc.) comme un phénomène marginal dans l'ensemble du conflit. Ce serait par trop cynique.

* * *

Nous sommes les témoins d'une mutation systématique des rapports de forces au Moyen-Orient. Jamais le monde arabe ne s'était abstenu à ce point de prendre position au sujet d'un événement survenu dans cette région, bien que depuis 1976 la Syrie entretienne des troupes au Liban en vertu d'un accord interarabe.

Sommes-nous en présence d'une espèce d'abus de puissance de la part d'Israël qui, immédiatement après la défaite de l'Iraq dans la guerre avec l'Iran, attaque le Liban à la faveur d'une mutation dans l'équilibre des forces au sein du monde arabe.

Pour terminer se pose également la question de la mission et de la signification des forces de l'O. N. U. cantonnées dans le sud du Liban (F. I. N. U. L.).

Discussion

Un membre estime que l'invasion israélienne, qui a fait de nombreuses victimes, doit être dénoncée. Cette attaque a soulevé l'indignation générale. Cependant, l'exposé de l'auteur suscite de nombreuses questions et l'on peut se demander si le texte de la résolution est réellement au point.

L'auteur ne partage pas le point de vue selon lequel l'O. L. P. évoluerait d'une organisation militaire vers une organisation politique. Dans certaines régions du Liban c'est une véritable armée que l'O. L. P. entretient. L'O. L. P. n'a certainement pas un caractère pacifiste. Lors d'une interview récente, M. Arafat déclarait encore que l'un des objectifs de son organisation demeure la destruction d'Israël.

On ne peut condamner l'invasion israélienne sans demander par la même occasion ce que l'Europe a fait pour que les accords de Camp David deviennent une véritable base de négociations. La résolution isole complètement le problème de son contexte.

De P. L. O. wordt al te vaak door Israël afgeschilderd als een terroristische organisatie, terwijl de christelijke milities in Libanon door datzelfde Israël worden getraind en te vergelijkende acties ondernemen.

Ten Noorden van Beiroet heerst volkomen rust, terwijl enkele kilometer verder duizenden doden vallen, een toch wel schrijnende tegenstelling.

Alle geweld dient veroordeeld te worden. Een oplossing in het Midden-Oosten kan enkel gevonden worden via onderhandelingen tussen de betrokken partijen.

De houding van de Verenigde Staten

— Er is een opvallend verschil tussen de houding van de Verenigde Staten t.a.v. de Falklands en t.a.v. de inval in Libanon. In het eerste geval werd, na pogingen tot bemiddeling, ondubbelzinnig de zijde gekozen van Groot-Brittannië en de schending van het internationaal recht veroordeeld.

— Inzake de inval in Libanon werd pas na besprekkingen met Premier Begin de Israëlische aanval aangeklaagd door Defensieminister Weinberger. De President van de Verenigde Staten heeft eigenlijk nog geen Amerikaanse houding bepaald, het blijft de vraag of zij even hard zal zijn als in het Falkland-conflict.

— Wij kunnen niet aanvaarden dat de gebeurtenissen in Libanon (de schending van het internationaal recht, de duizenden doden...) voor de Verenigde Staten slechts een randverschijnsel zouden zijn in het ganse conflict. Dit zou al te cynisch zijn.

* * *

Wij zijn getuigen van een stelseimatische machtsverschuiving in het Midden-Oosten. Nooit eerder heeft de Arabische wereld een groter stilzwijgen bewaard over een gebeurtenis in dit gebied, hoewel Syrië sinds 1976 een troepenmacht heeft in Libanon ingevolge een Inter-Arabisch akkoord.

Heeft dit te maken met een soort machtsmisbruik van Israël dat onmiddellijk na de nederlaag van Irak in de Golfoorlog, Libanon is binnengevallen gebruik makend van de verschuiving van het machtsevenwicht binnen de Arabische wereld?

Tenslotte rijst de vraag naar de opdracht en de betekenis van de U. N. O.-troepenmacht gelegerd in Zuid-Libanon (U. N. I. F. I. L.).

Bespreking

Een lid is het er wel mede eens de Israëlische inval, waarbij talrijke mensenlevens te betreuren vallen, aan de kaak te stellen. Iedereen is daarover verontwaardigd maar in de uiteenzetting van de indiener van het voorstel rijzen zovele vragen dat de tekst van de voorliggende resolutie wel eens onrijp zou kunnen zijn.

Spreker is het meer bepaald niet eens met de bewering dat de P. L. O. van een militaire naar een politieke organisatie zou evolueren. In bepaalde streken van Libanon onderhoudt de organisatie een werkelijk leger. De P. L. O. heeft geenszins een vredelievend karakter. In een recent interview verklaarde Arafat dat één der blijvende doelstellingen van zijn organisatie de vernietiging van Israël is.

Het volstaat dus niet de Israëlische inval te veroordelen zonder b.v. de vraag te stellen wat Europa gedaan heeft om van de Camp David-akkoorden een werkelijke onderhandelingsbasis te maken. Door deze resolutie wordt de inval volledig uit zijn verband gehaald.

Afin de donner au texte proposé un caractère moins partiel, il faudrait demander qu'en dehors des résolutions 508 et 509 de l'O.N.U. toutes les parties concernées respectent également la résolution 242. Il faudrait en outre condamner tous les attentats terroristes qui mettent en danger la vie des citoyens israéliens, où que ce soit dans le monde.

Un autre membre s'associe aux réflexions qui viennent d'être émises. La proposition est partiale et simpliste. Elle se borne à condamner Israël alors que la situation au Liban est beaucoup plus complexe. Ce pays est la proie d'une guerre civile permanente dans laquelle s'affrontent des armées étrangères, divers groupes armés ainsi que les Palestiniens.

M. Desmarets souhaite donner une portée plus large au texte (voir Doc. n° 340/2-I) en demandant au Gouvernement de prendre toutes initiatives diplomatiques visant à rétablir la souveraineté interne des autorités légitimes du Liban sur l'ensemble du territoire notamment par le retrait de toutes les armées étrangères et le désarmement de tous les groupes politiques armés.

Un membre estime qu'il convient de souligner la nécessité de rétablir la souveraineté du Liban mais que, compte tenu de l'extrême complexité du problème, ce serait une erreur de vouloir faire référence dans le texte à toutes les résolutions antérieures de l'O.N.U. qui ont pu être adoptées au sujet de la question palestinienne.

On assiste actuellement à un acte de guerre qu'il faut faire cesser le plus rapidement possible, quelle que soit la responsabilité des Palestiniens.

Il faut donc voter un texte ayant une portée concrète et précise.

La présente résolution porte sur un point très précis et ne se prononce pas sur les événements passés ou futurs.

Un autre membre se rallie également au texte de la résolution. Il rappelle que la frontière entre Israël et le Liban n'a jamais été fixée de manière précise. De part et d'autre de cette frontière vivent des populations apparentées. L'Etat Libanais est un « creuset de religions » et ne vivra de manière harmonieuse que lorsque ses structures institutionnelles auront fait l'objet d'une réforme fédérale.

Il n'en demeure pas moins que la souveraineté de l'Etat libanais a été violée par un acte de guerre commis par un pays dont le Premier ministre a lui-même participé à des actions terroristes contre la Grande-Bretagne.

Un membre condamne l'invasion israélienne, nonobstant les attaques quotidiennes que la Galilée subissait auparavant de la part des Palestiniens.

L'essentiel est le retrait immédiat de toutes les forces armées. Le membre s'étonne par ailleurs de l'absence de réaction de la part des Etats arabes ainsi que de la passivité des troupes syriennes. Il a également été très surpris par la déclaration de M. Arafat, selon laquelle les Palestiniens sont chez eux au Liban.

L'auteur de la résolution souligne que le texte concerne uniquement l'invasion et qu'il faudrait beaucoup plus de temps pour procéder à un débat de fond concernant l'ensemble du conflit. Il rappelle en outre que la résolution est conforme à la déclaration des Dix du 9 juin.

Un membre estime au contraire que l'invasion ne doit pas être considérée isolément. Il demande s'il est raisonnable de croire qu'un cessez-le-feu limité permettra de résoudre le problème.

Le Ministre des Relations extérieures déclare qu'en tant que Président du Conseil européen des ministres il a remis à ses collègues un document qui servira de base à une évaluation de la nouvelle situation au Moyen-Orient.

Om aan de voorliggende tekst een minder eenzijdig karakter te geven zou buiten de reeds vermelde U.N.O.-resoluties 508 en 509, alle betrokken partijen moeten gevraagd worden ook resolutie 242 na te leven. Daarenboven zouden alle terroristische aanslagen die het leven van Israëlische burgers waar ook ter wereld voortdurend bedreigen, moeten worden veroordeeld.

Een ander lid sluit zich bij deze bedenkingen aan. Het voorstel is eenzijdig en simplistisch. Het beperkt er zich toe Israël te veroordelen, terwijl de toestand in Libanon heel wat gecompliceerder is. Er heerst in dit land een voortdurende burgeroorlog waarbij zowel vreemde legers, diverse gewapende groeperingen en de Palestijnen betrokken zijn.

De heer Desmarets wenst dan ook de tekst te verruimen (zie Stuk n° 340/2-I) door aan de Regering te vragen de nodige diplomatieke initiatieven te nemen met het oog op het herstel van de wettelijke Libanese autoriteiten in hun interne soevereiniteitsrechten over het hele grondgebied van Libanon, met name door de terugtrekking van alle vreemde legers en de ontwapening van alle gewapende politieke groeperingen.

Een lid is het er wel mede eens het herstel van de Libanese soevereiniteit te beklemtonen, maar het is fout in de voorliggende tekst te verwijzen naar alle mogelijke U.N.O.-resoluties, die in het verleden nopens de Palestijnse kwestie werden aangenomen : het probleem is daarvoor te ingewikkeld.

Op dit ogenblik wordt een oorlogsoperatie gevoerd die, onafgezien van de verantwoordelijkheid van de Palestijnen, zo spoedig mogelijk moet worden beëindigd.

Er moet dus een tekst worden gestemd met een concrete en precieze draagwijdte.

Onderhavige resolutie heeft betrekking op een zeer specifiek punt en spreekt zich niet uit over wat is gebeurd of zal gebeuren.

Een ander lid sluit zich eveneens aan bij de resolutie zoals zij thans is opgesteld. Hij herinnert eraan dat de grens tussen Israël en Libanon nooit juist werd afgebakend. Aan weerszijden van deze grens leven verwante volken. Libanon is een « meerreligie »-staat die alleen door een federalistische zin, hervorming van zijn institutionele structuren harmonisch kan leven.

Buiten kijf staat de schending van de Libanese staatssovereiniteit door een oorlogsdaad van een land waarvan de Eerste Minister zelf terroristische daden gepleegd heeft t.a.v. Groot-Brittannië.

Een lid veroordeelt de Israëlische inval, al waren er dagelijks Palestijnse aanvallen op Galilea.

Essentieel is de onmiddellijke terugtrekking van alle strijdkrachten. Ook hij is verwonderd over het ontbreken van enige Arabische reactie en over de passiviteit van de Syrische troepen. Hij heeft eveneens met niet geringe verbazing Arafat horen verklaren dat de Palestijnen thuiswaren in Libanon.

De auteur van de resolutie stipt nog aan dat de tekst enkel betrekking heeft op de inval, dat veel meer tijd nodig is voor een besprekking ten gronde van het globale conflict en dat de resolutie in overeenstemming is met de verklaring van de Tien van 9 juni.

En lid is daarentegen van oordeel dat de inval niet afzonderlijk mag beschouwd worden. Hij stelt de vraag of iemand kan geloven dat een beperkt staakt-het-vuren de oplossing zal brengen.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen verklaart dat hij, als voorzitter van de Europese Raad van Ministers, aan zijn collega's een document heeft overhandigd dat als basis zal dienen voor een evaluatie van de nieuwe toestand in het Midden-Oosten.

Le Ministre a visité le Koweit, l'Arabie saoudite et Israël avant l'invasion du Liban. Dans le rapport précité il a cependant été aussi tenu compte des derniers événements.

Ce document, qui traite notamment de la restauration de l'intégrité territoriale du Liban, sera examiné les 28 et 29 juin 1982 par le Conseil européen. Nous éprouvons un certain sentiment de culpabilité : d'innombrables communiqués ont été publiés, mais qu'avons-nous fait pour remédier à la situation ? C'est à peine qu'il existait encore un Etat libanais.

Le Ministre rappelle le communiqué de Bonn du 9 juin dernier. A la suite de l'invasion israélienne, le deuxième protocole financier, portant sur 60 millions d'unités de compte, que la Communauté s'apprêtait à conclure avec ce pays, n'a pas été signé.

Le commissaire européen, M. Pisani a reçu pour mission d'examiner quelle aide médicale il était possible de fournir au Liban, mais il convient de vérifier si cette aide peut atteindre les populations touchées.

Le Ministre tentera d'obtenir des autorités israéliennes l'assurance que l'aide pourra parvenir à la population. Il a convoqué l'ambassadeur d'Israël pour un entretien à ce sujet.

Le lundi 28 juin, le Conseil européen examinera le problème des livraisons d'armes aux parties mêlées au conflit.

Le Ministre rappelle qu'en dépit des déclarations faites par son collègue britannique, la Communauté européenne n'a aucune compétence en matière de livraisons d'armes. Conformément à sa position traditionnelle, la Belgique ne livre pas d'armes à des pays en guerre ou à des parties mêlées à un conflit armé.

En ce qui concerne l'attitude de la Communauté à l'égard de la déclaration de Venise relative au Moyen-Orient, déclaration que le Ministre français des Relations extérieures, M. Cheysson, a, il est vrai, jugée dépassée, le Ministre ne peut que constater qu'elle constitue la dernière prise de position officielle des Dix. Il est évident que, depuis 1980, beaucoup de choses se sont passées qui ont influencé directement ou indirectement la situation au Moyen-Orient.

Il n'a pas été surpris par l'invasion israélienne et il a fait connaître son appréhension à ses collègues lors de la réunion au Sommet de Versailles. Dès lors, il ne comprend pas qu'il n'y ait pas eu d'intervention internationale plus tôt.

Entretemps, les Dix ont demandé à Israël des garanties au sujet d'une dizaine de points, mais le Gouvernement israélien refuse de répondre à ces questions.

Pour ce qui est de l'attitude de la F. I. N. U. L. (la force de paix de l'O. N. U. stationnée dans le sud du Liban), le Ministre constate que les détachements népalais sont les seuls à avoir opposé une résistance et à ne pas avoir laissé passer les Israéliens. Cela n'a pas été le cas pour les autres détachements. C'est avec beaucoup de peine que le mandat d'U. N. I. F. I. L. a été prorogé de deux mois. Les événements du Liban ont montré pour la première fois la faiblesse des Nations Unies.

Le Ministre comprend l'émotion suscitée par le problème libanais, mais il demande que l'on n'oublie pas la « guerre du Golfe », qui a fait récemment 17 000 morts en une seule semaine.

Il y a quelques jours des ambassadeurs réunis à Bruxelles ont vivement critiqué l'inertie des pays arabes en ce qui concerne le Liban.

Pour conclure, le Ministre a traité de trois différences fondamentales entre le conflit libanais et la crise des Malouines et qui expliquent la différence d'attitude des Six :

- La Grande-Bretagne est membre de la Communauté;
- L'Argentine voulait annexer les Malouines d'une manière définitive;
- Israël a fait l'objet de tirs en provenance du Liban.

* * *

De Minister heeft Koeweit, Saoudi-Arabië en Israël bezocht vóór de inval in Libanon. In voormald rapport werd nochtans ook rekening gehouden met de laatste gebeurtenissen.

Dit document, waarin o.m. wordt gehandeld over het herstel van de Libanese territoriale integriteit, zal door de Europese Raad van 28-29 juni 1982 worden onderzocht. Wij koesteren een zeker schuldgevoel : wij hebben wel talloze communiqués uitgegeven maar wat hebben wij gedaan om de toestand in Libanon te verhelpen ? Er was nog nauwelijks sprake van een Libanese Staat.

De Minister herinnert aan het communiqué van Bonn van 9 juli jl. Ingevolge de Israëlische inval werd het tweede financiële protocol dat de Gemeenschap zou sluiten met dit land en dat betrekking heeft op 60 miljoen rekeneenheden niet ondertekend.

De Europese commissaris Pisani kreeg tot opdracht te onderzoeken welke medische en voedselhulp aan Libanon kan gegeven worden, maar er dient te worden nagegaan of deze hulp de betrokken bevolking kan bereiken.

De Minister zal van de Israëlische overheden de verzekering pogen te bekomen dat de hulp kan worden verstrekt. Hij heeft terzake de Israëlische ambassadeur ontboden.

De Europese Raad zal op mandaag 28 juni a.s. de problematiek van de wapenleveringen aan de bij het conflict betrokken partijen onderzoeken.

De Minister herinnert eraan dat, welke ook de verklaringen mogen zijn van zijn Britse collega, de Europese Gemeenschap geen enkele bevoegdheid heeft inzake wapens. België levert, conform zijn traditionele houding, geen wapens aan oorlogvoerende landen of aan partijen die bij een gewapend conflict zijn betrokken.

I.v.m. de houding van de Gemeenschap t.a.v. de verklaring van Venetië over het Midden-Oosten die weliswaar door de Franse Minister Cheysson als voorbijgestreefd werd beschouwd, kan de Minister alleen vaststellen dat zij de laatste officiële stellingname is van de Tien. Vanzelfsprekend is er sinds 1980 heelwat gebeurd dat rechtstreeks of onrechtstreeks de toestand in het Midden-Oosten heeft beïnvloed.

De Israëlische inval was voor hem geen verrassing en hij heeft zijn collega's op de Topbijeenkomst te Versailles gewaarschuwd. De Minister begrijpt dan ook niet dat men internationaal niet eerder is opgetreden.

Inmiddels hebben de Tien, Israël garanties gevraagd over een aantal onderwerpen, maar de Joodse Regering weigert deze vragen te beantwoorden.

Inzake de houding van de U. N. I. F. I. L. (U. N. O.-vredestmacht in Zuid-Libanon) stelt de Minister vast dat alleen de Nepalese detachementen weerstand hebben geboden en deze hebben de Israëli's dan ook niet doorgelaten. Dit was echter niet het geval voor de andere. Het mandaat van de U. N. I. F. I. L. werd met moeite voor twee maand verlengd. Voor de zoveelste maal werd de zwakheid van de Verenigde Naties aangetoond.

De Minister heeft begrip voor de beroering die rond de Libanese kwestie is ontstaan, maar hij vraagt ook aandacht voor de Golfoorlog, waar onlangs nog 17 000 doden in één week tijd zijn gevallen.

Vóór enkele dagen nog hebben ambassadeurs te Brussel zich scherp uitgelaten over de passiviteit van de Arabische landen inzake Libanon.

Ten slotte is de Minister ingegaan op drie fundamentele verschilpunten tussen het Libanese conflict en de Falklandcrisis die de verschillende houding van de Tien verklaren :

- Groot-Brittannië is lid van de Gemeenschap;
- Argentinië wou de Falklands blijvend annexeren;
- vanuit Libanon werd Israël beschoten.

* * *

En vue d'obtenir un consensus aussi large que possible sur la proposition de résolution, MM. Van Wambeke et Desmarests proposent de remplacer le dernier alinéa par un texte demandant au Gouvernement de continuer à insister sur un cessez-le-feu immédiat et de ne ménager aucun effort pour parvenir à la cessation de toute violence, afin de pouvoir ainsi jeter les bases d'une paix juste, durable et globale pour toutes les parties concernées par le conflit du Moyen-Orient (voir Doc. n° 340/3).

Ce texte, contresigné par MM. Grootjans et Van Elewyck (ce dernier retire son propre amendement, n° 340/2-II) est adopté à l'unanimité. Cet amendement est modifié en commission par l'insertion des mots « la nécessité d' » entre les mots « insister sur » et les mots « un cessez-le-feu ».

L'amendement de M. Desmarests (voir Doc. n° 340/2-I) est rejeté par 12 voix et 1 abstention.

La proposition modifiée, telle qu'elle est reproduite ci-dessous, est adoptée par 12 voix et 1 abstention.

Le Rapporteur,

H. VAN WAMBEKE

Le Président,

F. GROOTJANS

Om een zo ruim mogelijke consensus te bereiken over de voorgestelde resolutie stellen de heren Van Wambeke en Desmarests voor het laatste lid van de tekst te vervangen door een passus, waarin de Regering wordt gevraagd te blijven aandringen op een onmiddellijk staakt-het-vuren en te ijveren voor de afbouw van alle geweld, ten einde aldus de grondslagen te kunnen leggen voor een rechtvaardige, duurzame en globale vrede voor alle betrokken partijen in het Midden-Oosten (zie Stuk n° 340/3).

Deze tekst, mede ondertekend door de heren Grootjans en Van Elewyck (deze laatste trekt zijn eigen amendement n° 340/2-II, in) wordt eenparig aangenomen. In commissie worden in dit amendement, de woorden « de noodzaak van een » gevoegd tussen « aandringen op » en « onmiddellijk ».

Het amendement van de heer Desmarests (zie Stuk n° 340/2-I) wordt verworpen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Het gewijzigde voorstel, zoals het hierna volgt, wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

De Rapporteur,

H. VAN WAMBEKE

De Voorzitter,

F. GROOTJANS

TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION

La Chambre,

- ayant pris connaissance avec une vive indignation de l'attaque israélienne au Liban, qui constitue une violation du droit international;
- condamne cette attaque et déplore que celle-ci coûte tant de vies humaines;
- est convaincue que cette attaque menace gravement les différentes initiatives qui peuvent aboutir à la stabilisation de la paix au Moyen-Orient;
- demande à toutes les parties concernées de respecter les résolutions 508 et 509 du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. et demande plus particulièrement le retrait immédiat des troupes israéliennes;
- appuie les dix Etats membres de la Communauté européenne dans leur condamnation de l'attaque israélienne;
- demande au Gouvernement de continuer à insister sur la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et de ne ménager aucun effort pour parvenir à la cessation de toute violence, afin de pouvoir ainsi jeter les bases d'une paix juste, durable et globale pour toutes les parties concernées du Moyen-Orient.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

De Kamer,

- heeft met grote verontwaardiging kennis genomen van de Israëlische aanval in Libanon, die een schending is van het internationaal recht;
- veroordeelt deze aanval en betreurt dat hierdoor zoveel mensensleven verloren gaan;
- is ervan overtuigd dat de verscheidene vredesinitiatieven die kunnen leiden tot de stabilisatie van de vrede in het Midden-Oosten hierdoor sterk bedreigd worden;
- vraagt alle betrokken partijen de resoluties 508 en 509 van de U. N. O.-Veiligheidsraad na te leven en vraagt meer specifiek dat Israël zijn troepen onmiddellijk terugtrekt;
- steunt de tien Lidstaten van de Europese Gemeenschap in hun veroordeling van de Israëlische aanval;
- vraagt dat de Regering zou blijven aandringen op de noodzaak van een onmiddellijk staakt-het-vuren en zou ijveren voor de afbouw van alle geweld ten einde aldus de grondslagen te kunnen leggen voor een rechtvaardige, duurzame en globale vrede voor alle betrokken partijen in het Midden-Oosten.